



Dialogue social et service public :

Il ne fait pas bon être représentant du personnel à Est Ensemble

Deux camarades membres du bureau de la CGT et mandatés au CHSCT sont lourdement sanctionnés par l'autorité.

Tous deux agents dans les piscines d'Est Ensemble, ils dépensent sans compter leur énergie pour défendre leurs collègues, tout en assurant avec conscience leur mission de service public dans leur établissement.

Pour l'un de nos collègues clairement agressé par un autre agent du même établissement, il est renvoyé dos à dos avec son agresseur et on lui « propose » une mutation d'office qui est une véritable sanction. Et ce malgré l'avis défavorable à l'unanimité de la CAP à cette mutation dans l'intérêt du service.

Pour l'autre collègue, malgré les alertes répétées de graves problèmes qui se déroulaient dans son établissement et qu'il a relayé, il s'est retrouvé lui-même en accusation. Le CHSCT saisi du problème très tôt a demandé une intervention rapide de l'autorité qui n'a pas été faite, ses membres ont mené une enquête sur place et rédigé des préconisations qui n'ont pas été retenues. Notre collègue se retrouve maintenant l'objet de graves sanctions.

Dans ces deux cas nous avons tenté des médiations dans le cadre du dialogue social sans pouvoir infléchir l'autorité territoriale. Nous avons également alerté le Président d'Est Ensemble sur le cas de nos deux collègues en lui faisant part de nos soupçons de discrimination syndicale. Malgré cela, il a approuvé ces sanctions.

Y aurait-il des empêcheurs de tourner en rond qu'il faut faire taire à tout prix ? Le but n'est-il pas d'éliminer les représentants CGT du personnel qui militent depuis longtemps pour un service public de qualité ?

Dans le contexte où Est Ensemble vient de signer une convention pour le moins opaque avec la Fédération Française de Natation et dont on ne mesure pas encore l'impact (notamment financier), on peut se poser la question : Est-ce un prélude à la privatisation de secteurs entiers du service public ? Après le ramassage des déchets dont une partie va être externalisée à Montreuil, la direction des sports semble être le prochain laboratoire des privatisations, en tout cas déjà celui où il ne fait pas bon être représentant du personnel...

Quels autres services vont suivre ? Quels autres camarades vont être sanctionnés ?

Exigeons avec la CGT l'annulation des sanctions pour vos représentants